

Réponse d'Eni à la consultation de la Commission de Régulation de l'Energie sur :

Principes relatifs à l'acheminement du gaz pour les centrales de production d'électricité raccordées aux réseaux de transport de gaz naturel

Q1 Pensez-vous que l'analyse technique de GRTgaz est suffisante pour justifier un changement des règles d'acheminement et d'équilibrage ? Si non, quels éléments complémentaires vous paraissent nécessaires ?

L'étude sur les réseaux de transport de gaz conduit par GRTgaz et les contraintes identifiées, à notre avis, ne représentent qu'une première analyse qui nécessite des approfondissements et des quantifications plus précises. En outre GRTgaz part de l'hypothèse contractuelle (et non pas physique) que chaque producteur devra réserver sa modulation intra-journalière sur une infrastructure et réserver la capacité nécessaire pour l'acheminer jusqu'au site.

ENI ne partage pas l'approche utilisée par GRTgaz mais considère en effet qu'il faut analyser d'abord le problème physique (concrètement, la modulation sera assurée par la source disponible la plus proche) et de définir dans un second temps le mode contractuel le mieux adapté.

Une étude plus approfondie devrait donc à notre avis concerner :

- *La modulation intra-journalière que le système gazier français dans son ensemble est capable de fournir (transport + stockages + terminaux méthaniers + réseaux adjacents) ;*
- *L'intégration des CCG dans le système global français.*

A savoir :

quelle est la modulation intra-journalière disponible après avoir servi les besoins de clients existants :

- *sans investissements supplémentaires*
- *en faisant évoluer le mode d'exploitation des infrastructures ;*

quels sont les investissements et/ou coûts additionnels nécessaires pour lever les éventuelles contraintes.

Concernant le premier point GRTgaz ne donne pas éléments chiffrés suffisants sur le stock en conduite, sur les stockages et sur les terminaux méthaniers à soutenir les difficultés annoncées à la fourniture de modulation intra-journalière. En plus GRTgaz ne précise pas dans son document quelle sera la modulation intra-journalière apportées par les investissements il a programmé.

C'est vrai que le projet de PPI électricité 2009 prévoit la mise en service de 10 CCG au 2012 mais GRTgaz, dans ses estimations de besoin de modulation devra retenir la configuration actuelle des contrats de raccordement signés en tenant compte de l'évolution de la problématique en fonction de la mise en service progressive des installations.

Q2 Pensez-vous qu'il est souhaitable de maintenir un équilibrage journalier sur les réseaux de transport de gaz naturel ?

ENI est favorable au maintien d'un système d'équilibrage journalier en ligne avec les suggestions de l'ERGEG. Bien qu'il y a des exemples en Europe de incitation à équilibrage journalier (à savoir le système allemand ou, en fait, il y a aujourd'hui un système journalier intégré avec un système de incitation à un équilibrage horaire pour les clients les plus grandes) et il n'existe pas en France de disposition législative interdisant la mise en œuvre d'un système horaire, l'adoption à ce moment d'un système d'équilibrage différent de l'actuel apporterait une forte complexité, ainsi que des coûts opérationnels et de SI non négligeables pour l'ensemble du système gazier français.

Par contre, si les outils de modulation, sur lesquels GRTgaz, en qualité de responsable de l'équilibre du système, s'appuie, s'avéraient insuffisants suite à l'étude évoquée dans la réponse dessus, et que des investissements importants sur les infrastructures gazières s'avéraient nécessaires, alors il pourrait être envisagé de remettre en cause l'équilibrage journalier au profit d'un équilibrage au pas de temps inférieur.

Q3 Pensez-vous que les producteurs d'électricité doivent être soumis à l'obligation de fournir au GRT, la veille pour le lendemain, leur programme horaire de consommation de gaz naturel ?

Eni considère que, étant donné que le système électrique est déjà organisé sur un pas de temps horaire, il ne devrait pas être un problème pour les producteurs d'envoyer d'une manière analogue, la veille pour le lendemain, un programme horaire de consommation de gaz naturel pour leurs CCG mais la transmission de ces informations doit se faire sans conséquence financière

Selon ENI, pour une gestion plus efficace, c'est au producteur (et donc au site) de gérer directement les échanges de ces programmes indicatifs de fonctionnement avec GRTgaz et donc il est nécessaire de mettre en place un lien direct entre le site et GRTgaz pour conserver la meilleure réactivité. Le cas échéant, le site pourra déléguer la gestion opérationnelle de cet engagement à un tiers (par exemple l'expéditeur).

Q4 Quelle est votre analyse de la proposition de GRTgaz de mettre en place une obligation d'équilibrage horaire pour les centrales de production d'électricité, voire plus généralement, pour les gros consommateurs fortement modulés ?

Compte tenu des commentaires déjà exposés ENI souligne que les éléments fournis par GRTgaz ne sont pas à ce stade suffisants pour justifier d'un changement des règles d'équilibrage et, de toute façon, GRTgaz donne très peu de précisions sur le système qu'il envisage de mettre en place.

Quel que soit le système à adopter il est à GRTgaz, aux GRT en général, de proposer des solutions contractuelles après avoir présenté de manière détaillée les contraintes techniques auxquelles le système gazier sera potentiellement soumis. Sur la base de résultats des études détaillées il sera possible d'évaluer s'il est plus pertinent que l'équilibrage du système gazier se fasse au pas journalier ou horaire.

De toute façon, il ne doit pas y avoir de discrimination entre les différents utilisateurs du réseau.

Q5 Quelle est votre analyse du modèle « fourniture de la flexibilité intra-journalière par les GRT, dans le cadre de l'offre d'acheminement régulée » décrit au paragraphe 4.4.2 de la note de consultation ? Pensez-vous que l'offre correspondante, si elle s'avérait payante, devrait être optionnelle ?

ENI partage les considérations exposées par la CRE dans ce paragraphe. En fait les GRT ont une vision globale de l'équilibre offre-demande sur le réseau et ils sont donc les seuls à pouvoir intégrer et optimiser au mieux et à moindre coût la fourniture de flexibilité nécessaire à tous les utilisateurs du réseau. Par conséquent, opérationnellement, ils doivent avoir la main sur tous les éléments du système gazier français permettant de fournir cette flexibilité et, en fait, GRTgaz a potentiellement à sa disposition l'ensemble de la modulation intra-journalière disponible sur le réseau.

Tout cela dit, ENI estime que c'est aux GRT de fournir, gérer et optimiser la modulation intra-journalière dont les utilisateurs du réseau ont besoin et donc elle n'est pas favorable à l'existence d'un système où les expéditeurs se procureraient directement la flexibilité intra-journalière dont ils ont besoin.

Comme il a été spécifié par la CRE, il incombe naturellement aux GRT de faire la preuve que les coûts générés par les besoins de modulation intra-journalière des CCG ne sont pas couverts par les tarifs actuels. Dans ce cas il est nécessaire de déterminer à partir de combien de CCG les GRT identifient des coûts supplémentaires (au-delà des besoins standards des autres clients) liés aux besoins d'investissements propres à la fourniture de modulation aux CCG. Si des surcoûts réels directement liés au besoin de modulation intra-journalière de ces clients du système gazier étaient avérés, on estime que la CRE pourrait proposer un nouveau tarif.

On souligne que la problématique de la modulation intra-journalière du système gazier et des coûts associés (sans discrimination quant à l'origine du besoin) devrait être considérée et traitée dans son ensemble. Si l'on souhaite faire porter ces coûts en fonction du besoin, cette méthode doit alors s'appliquer à toutes les catégories de clients sans distinction et non pas aux seuls CCG.

En fin, dans l'hypothèse de coexistence des deux modèles (un de GRTgaz et l'autre de la CRE) un système où l'équilibrage est journalier, si cette possibilité de modulation intra-journalière est disponible auprès des opérateurs d'infrastructures, elle doit être mise à disposition du réseau de transport dans l'intérêt général (selon des conditions à déterminer au cas par cas selon les capacités de l'infrastructure interconnectée) dans la mesure où cette mise à disposition est sans impact sur la quantité journalière que l'expéditeur détenteur de la capacité aura nominée.

Q6 Quel que soit le modèle retenu, êtes-vous favorable à ce que des différences de

traitement soient prévues en fonction de l'emplacement géographique des centrales électriques, ou en fonction de l'avancement des projets ? Si oui, lesquelles et suivant quels critères ?

La localisation d'un CCG a surement un impact sur les réseaux de transport de gaz et les stockages. Pour cette raison la Programmation pluriannuelle des investissements de production électrique insiste notamment sur l'importance de localiser les CCG à proximité des points d'entrée et des stockages par contre il est nécessaire de souligner que plusieurs éléments doivent être retenus pour la localisation des nouveaux installations (la proximité, par exemple, à des endroits fortement industrialisés).

De toute façon des différences de traitement pourraient être prévues en fonction de l'emplacement géographique des centrales électriques.

Q7 Dans l'hypothèse où des obligations d'équilibrage horaire seraient introduites, pensez vous qu'elles devraient s'appliquer seulement aux expéditeurs pour l'alimentation des centrales électriques, aux expéditeurs pour l'alimentation de tous les plus gros consommateurs en fonction de seuils à définir, ou à tous les expéditeurs sur l'ensemble de leur clientèle ?

Comme déjà décrit ci-dessus nous sommes favorables à un système d'équilibrage journalier mais un système de nominations sur base horaire sur les clients les plus modulés peut être retenu.

Q8 Que pensez-vous des suites de la consultation publique et de la poursuite des travaux du groupe de concertation envisagées au paragraphe 4.5 du document de consultation ?

Etant donné que, en effet, seules 2 CCG supplémentaires doivent être mises en service commercial en 2009 et elles sont situées à deux extrémités opposées du réseau de GRTgaz, leur impact sur le système sera donc très limité et il n'y a pas d'urgence à modifier les règles du système gazier à court terme. Il convient donc de ne pas agir dans la précipitation et de se laisser le temps de mener les études nécessaires et la réflexion concernant un éventuel aménagement des règles.

Q9 Avez-vous d'autres remarques ou propositions ?

Les même commentaires décrites ci-dessus.

San Donato Milanese, 1.4.2009